

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 21 février 2022

Les bruits de bottes autour de l'Ukraine nous concernent

La surenchère de déclarations et menées guerrières, du côté russe comme américain, autour de l'Ukraine, est des plus alarmantes, même si les pourparlers continuent, dont Macron voudrait se faire le champion. Bon pour sa campagne de non candidat ! Poutine masse davantage d'hommes et d'engins de mort à sa frontière, tandis que des porte-parole de Biden annoncent une imminente invasion russe. Est-il possible qu'avec ces conflits d'influence dans la région, la population d'Ukraine soit livrée à une guerre pire que celle qui déjà ensanglante l'est du pays, où s'affrontent depuis huit ans des soldats ukrainiens et des « séparatistes » de ces républiques du Donbass, proclamées en 2014 après l'annexion de la Crimée par la Russie et épaulées militairement par Poutine ? Déjà 14 000 morts, combien encore et pourquoi ?

Poutine, insupportable autocrate

Pas de doute qu'il emprisonne voire fait assassiner ses opposants, qu'il cherche à étouffer toute contestation populaire contre une baisse dramatique du niveau de vie. Il est le représentant d'oligarques capitalistes, anciens hauts bureaucrates de l'ex-URSS ou nouveaux riches, qui ont bâti des fortunes tapageuses (certes pas encore au niveau des grandes fortunes américaines ou françaises), en se réappropriant, avec les vagues de privatisation de la chute de l'URSS, les meilleurs morceaux d'un appareil productif bradé.

Biden, suivi de ses alliés européens dont Macron, montre du doigt Poutine au nom de la défense de la démocratie et du droit du peuple ukrainien. En janvier dernier pourtant, quand Poutine a fourni 3000 soldats au dictateur du Kazakhstan pour réprimer une insurrection ouvrière, les dirigeants américains et leurs alliés n'ont rien dit. À l'été-automne 2020, quand Poutine a apporté son aide au dictateur biélorusse Loukachenko contre une révolte populaire massive, pas davantage de réaction.

Les USA et le choix des armes

Biden assure que les USA n'interviendront pas militairement. Mais ils activent leurs ventes d'armes et installations de bases militaires dans les pays de l'UE et de l'OTAN limitrophes de l'Ukraine et de la Russie. Et Biden brandit la menace de nouvelles et fortes sanctions économiques contre la Russie, similaires à celles qui ont étouffé l'Irak ou l'Iran. Une arme dirigée contre la population russe, qui serait à coup sûr durement frappée. Mais une arme aussi contre des

alliés occidentaux européens, dont les multinationales et sociétés financières traitent avec la Russie. C'est pourquoi les Macron et Scholz sont moins chauds que leur mentor de Washington à la perspective d'une escalade guerrière. Les USA interdisent déjà la mise en fonctionnement d'une deuxième branche du gazoduc Nordstream qui relie directement la Russie à l'Allemagne en contournant l'Ukraine. Un bras de fer se joue là aussi. L'Allemagne achète à la Russie quasiment 20 % de son gaz, qui satisfait 50 % de sa consommation. La France couvre ainsi 20 % de ses besoins. Égratigner ces intérêts favorise les firmes de gaz liquéfié américain. Entre amis non plus, pas de cadeau !

Arrêter les bras armés des multinationales

Les rapacités et rivalités économiques s'exacerbent entre « grands » dans le monde – la Chine s'affichant aux côtés de Poutine. Ce bal de vautours capitalistes tourne à la multiplication de guerres et à des menaces accrues de conflits où sont plongés les peuples. L'actualité se focalise aujourd'hui sur l'Ukraine mais les foyers sont multiples. Morts annoncées, vies dévastées. Chaque fois aussi, c'est l'occasion de durcissements politiques – couvre-feux et lois d'exception – pour faire taire les oppositions, bâillonner davantage les travailleurs au nom de la « défense de la patrie ».

Seul un élan de solidarité entre les travailleurs et les peuples, par delà les frontières, peut et doit arrêter ces bras armés.

Pour nous contacter :

www.convergencesrevolutionnaires.org

Pas de vacances dans la com'

Le nouvel intranet (du nouveau Suez) est enfin sorti. Le choix du nom ne passionnait pas les foules et on ne sait pas combien tout ça a coûté. Mais à première vue, l'accès aux outils vraiment importants pour nous, comme les demandes de congés, semble moins simple qu'avant, ce qui n'est pas ce qu'on espérait. Pour le groupe, on connaît la priorité : de la com' et toujours plus de com' !

Eco-surveillés

Voici désormais les salariés de la Sevesc suivis à la trace avec leur boîtier de géolocalisation et éco-conduite installé dans leurs véhicules.

Si chez Suez, cela fait longtemps que nous sommes géo-surveillés, l'option éco-conduite n'est pas encore arrivée jusqu'à nous.

Les collègues vont donc essayer les plâtres d'un logiciel analysant leur manière de conduire jusque dans les moindres détails : des excès de vitesse au freinage trop brusque... Alors restons attentifs, nous ne devrions pas attendre longtemps avant de voir débarquer ces mouchards dans nos véhicules de service.

Des profits qui coulent de source

Dans un esprit Green washing, la boîte fait l'éloge de la gourde remplie d'eau du robinet, à travers sa campagne #GourdeFriendly sur l'intranet. L'eau du robinet, c'est bon et ça rapporte ! Si les salariés boivent plus d'eau, Suez va-t-il encore augmenter ses profits ?

Faudrait pas trop nous prendre pour des cruches...

Face aux réflexes de l'exploitation : celui de la grève !

Vendredi dernier les salariés de la RATP se sont mis en grève pour l'augmentation de leurs salaires. Dans le cadre des NAO la direction avait annoncé 2,7 % d'augmentation. Un chiffre insuffisant et mensonger, incluant les avancées de carrière et l'intéressement : l'augmentation réelle était de 0,4 %, bien loin de la hausse des prix et des résultats du groupe multinational qu'est la RATP.

D'où la grève massivement suivie. La colère des travailleurs de la RATP rejoint celle des salariés du groupe Biomérieux et d'autres secteurs récemment en grève pour l'augmentation des salaires.

A quand la contagion ? Ce n'est que par la grève qu'on pourra obtenir des augmentations de salaires en rapport avec la hausse des prix et arracher pour tous un salaire minimum décent. Aucun salaire, aucun revenu (indemnité chômage, retraite, pension) ne devrait être en dessous de 1 800 euros net, et indexé sur la hausse des prix.

Orpea : rationner les résidents pour mieux gaver les actionnaires

Le groupe de maisons de retraite Orpea rationne ses résidents à la limite de la sous-alimentation : « 75 grammes de viande, 8 grammes de biscotte concassée,

12 grammes de crème liquide, sel, poivre et un peu de bouillon ». Chez Orpea, ça s'appelle une portion de « bœuf mixé », information tirée du livre « Les Fossoyeurs » du journaliste Victor Castanet. C'est moins de 20 grammes de protéine. L'apport journalier en protéines des menus chez Orpea est souvent inférieur à 70 grammes et bien insuffisant pour couvrir les besoins du corps. Affamer les vieux pour faire des profits : un exemple parmi d'autres d'une bonne gestion capitaliste.

Marine Le Pen bat en retraite

En 2017, Marine le Pen promettait la retraite à 60 ans si elle était élue, question de se donner des airs « populaire »... Mais pour entrer dans les bonnes grâces du grand patronat (français), elle a revu sa copie : 42 années de cotisation pour tous ! Le tout sous couvert de réalisme. Il faudrait donc avoir commencé à cotiser avant ses 18 ans pour partir à 60 ans. Autrement dit, peu de monde de concerné.

La démagogie, tant qu'elle reste sur le terrain de la xénophobie et du racisme pour diviser les travailleurs, ça sied au patronat. Mais sur les retraites, se rêvant déjà présidente ou ministre, la dirigeante du RN veut se montrer responsable vis-à-vis de lui. Des fois que ses électeurs la croiraient.

Troupes françaises hors d'Afrique

Le gouvernement et l'état-major ont annoncé le retrait des troupes françaises du Mali – mais l'occupation militaire continue dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest. L'impérialisme français n'avait plus le choix que de se désengager du borbier qu'il a créé, et tente de maquiller la débandade en grande stratégie. S'il déplace ses troupes du Mali, il va les maintenir dans les pays voisins, Tchad, Côte d'Ivoire, Niger ; elles visent essentiellement à sécuriser les approvisionnements en uranium ou en métaux rares au profit des grands groupes capitalistes.

Les peuples de la région ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité internationale des travailleurs pour se libérer de l'impérialisme.

Philippe Poutou doit en être !

Libération le révèle : « *en macronie on ne souhaite pas voir Philippe Poutou mitrailler le chef de l'État comme il avait attaqué Fillon [et Le Pen] lors des débats en 2017.* » Macron a peur que le candidat ouvrier dénonce les économies criminelles sur la santé, le saccage à venir des retraites, la démagogie anti-migrants au service des profits des licenciés ? Réponse de Philippe : « *En tout cas on sera là, même si ça dérange qu'on vienne bousculer le train-train de la présidentielle. On en appelle aux maires pour qu'ils nous parrainent : c'est la condition pour qu'on puisse faire entendre tout ça face à ceux qui voudraient qu'on se taise.* »